

TRADUCTION

F. 91 — 1005 (91 — 283)

12 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif flamand modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 octobre 1988 relatif à l'agrément des centres de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 mars 1990. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 1er février 1991, dans le texte néerlandais, à la page 2050, il y a lieu de lire :

— art. 2, § 1. « ...een basisbedrag van 425 000 F » au lieu de « ...een basisbedrag van 4 250 000 F » ;

— art. 2, § 2. « ...begrenzing van de in § 1 en 2 bedoelde toelage tot maximum 1 000 000 F » au lieu de « ...begrenzing van de in § 1 en 2 bedoelde toelage tot maximum 10 000 000 F ».

Dans la traduction française, à la page 2052, il y a lieu de lire :

— art. 2, § 1. « ...un montant de base de 425 000 F » au lieu de « ...un montant de base de 400 000 F ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET LA FORMATION

F. 91 — 1006

24 DÉCEMBRE 1990. — Décret relatif à la formation continue et à la formation complémentaire des membres du personnel de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Sont organisées la formation continue et la formation complémentaire des membres du personnel des établissements de l'enseignement fondamental ordinaire, de l'enseignement spécial et des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté.

Sont subventionnées, les mêmes formations dispensées aux membres du personnel des mêmes établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « enseignement fondamental » : l'enseignement des niveaux maternel et primaire;

2° « formation continue » : toute formation qui a pour objet l'entretien, le perfectionnement, l'ajustement des connaissances ou la reconversion des membres du personnel visés à l'article 1^{er};

3° « formation complémentaire » : toute spécialisation de base complétant la formation initiale des membres des personnels visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. Pour l'application du présent décret, on distingue, les trois réseaux suivants

- l'enseignement de la Communauté française;
- l'enseignement officiel subventionné organisé par les provinces et les communes;
- l'enseignement libre subventionné.

Art. 4. Les formations visées à l'article 2 relèvent de la responsabilité des pouvoirs organisateurs d'enseignement dans le cadre de leur liberté pédagogique et de celle des pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux.

Elles s'inscrivent dans des cadres généraux de référence précisant les horaires et programmes des activités et portent sur :

1° la connaissance scientifique ainsi que la maîtrise de la technique et de la pratique professionnelles;

2° la maîtrise d'une pédagogie et d'une méthodologie générales;

3° la formation aux relations humaines.

Elles reposent sur le volontariat des membres du personnel visés à l'article 1^{er}.

Art. 5. L'Exécutif fixe les cadres généraux de référence applicables aux niveaux d'enseignement organisés par la Communauté, visés par le présent décret. Il approuve les cadres généraux de référence introduits par les pouvoirs organisateurs ou groupes de pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné.

Art. 6. Pour l'enseignement de la Communauté, la formation continue et la formation complémentaire destinées au personnel des établissements d'enseignement visés à l'article 1^{er} et des centres psycho-médico-sociaux sont organisées par l'Exécutif.

Art. 7. L'Exécutif approuve les projets de formation introduits par les pouvoirs organisateurs ou groupes de pouvoirs organisateurs subventionnés.

Les pouvoirs organisateurs joignent leurs projets de formation à leur demande de subventionnement et en fixent le coût en tenant compte de la rémunération des formateurs et de leurs défraiements ainsi que des frais de fonctionnement inhérents à la réalisation desdits projets.

Le coût par niveau d'enseignement et par réseau de l'ensemble des projets ne peut excéder les crédits inscrits conformément à l'article 9.

(1) *Session 1989-1990.*

Documents du Conseil. — N° 157 — n° 1. — Projet de décret, n° 2. — Rapport, nos 3 et 4. — Amendements. *Session 1990-1991.*

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 14 décembre 1990.

Une commission composée pour moitié de représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel subventionné et pour moitié de représentants des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre subventionné donne un avis à l'Exécutif sur l'adéquation des projets de formation aux cadres généraux de référence. L'Exécutif fixe le nombre de membres de ladite commission et les modalités de leur désignation.

L'Exécutif fixe les modalités de présentation des projets ainsi que le délai dans lequel l'avis prévu à l'alinéa 4 doit être rendu.

Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est considéré comme favorable, sauf si le retard est imputable au pouvoir organisateur.

L'Exécutif statue avant le 1^{er} juin de chaque année.

Art. 8. Les services d'inspection et les services de vérification, dans leurs fonctions respectives, s'assurent du respect des dispositions du présent décret, contrôlent l'utilisation des crédits et subventions, l'exécution des projets et la participation effective des membres du personnel.

Art. 9. Annuellement, les crédits affectés aux actions de formation continue et complémentaire se montent au moins, par niveau d'enseignement, visé à l'article 1^{er} du présent décret, à 0,12 p.c. des dépenses courantes que le budget du département de l'Education, de la Recherche et de la Formation consacre à chacun d'eux.

Les crédits budgétaires ainsi que les moyens dégagés par application du titre III, chapitre II, de la loi-programme du 30 décembre 1988 sont répartis par niveau d'enseignement et réseau au prorata du nombre de membres du personnel.

Art. 10. Les membres du personnel qui suivent une formation et ceux qui la donnent sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci.

Art. 11. La Commission de rénovation de l'enseignement fondamental, le Conseil supérieur de la guidance psycho-médico-sociale chacun pour ce qui le concerne, dressent le bilan des programmes d'activités de formation d'une année scolaire écoulée au cours du premier trimestre de l'année scolaire suivante. Ils formulent, en outre, les suggestions et recommandations qui leur paraissent utiles.

Art. 12. Le décret du 5 juillet 1985 organisant la mise en place d'actions de formation complémentaire au bénéfice des enseignants des premier et second degrés est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 1006

24 DECEMBER 1990. — Decreet betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Een voortgezette opleiding en een aanvullende opleiding worden georganiseerd voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs en buitengewoon onderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra, georganiseerd door de Gemeenschap.

Die opleidingen, ten bate van het personeel van die inrichtingen en van de PMS-centra, gesubsidieerd door de Gemeenschap, worden gesubsidieerd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder :

- 1^o basisonderwijs : het kleuter- en lager onderwijs;
- 2^o voortgezette opleiding : elke opleiding met het oog op het onderhoud, de volmaking en de aanpassing van de kennis of de omschakeling van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden;
- 3^o aanvullende opleiding : elke basisspecialisatie tot aanvulling van de initiële vorming van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden.

(1) *Zitting 1989-1990.*

Documenten van de Raad. — Nr. 157, nr. 1 — Ontwerp van decreet, nr. 2. — Verslag, nrs. 3 en 4 — Amendementen.

Zitting 1990-1991.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 14 december 1990.

Art. 3. Voor de toepassing van dit decreet maakt men een onderscheid tussen de 3 netten :

- het onderwijs van de Franse Gemeenschap;
- het door de provincies en gemeenten georganiseerd officieel gesubsidieerd onderwijs;
- het vrij gesubsidieerd onderwijs.

Art. 4. De in artikel 2 bedoelde opleidingen vallen onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende machten van het onderwijs, binnen het raam van hun pedagogische vrijheid, en onder die van de inrichtende machten van de PMS-centra.

Ze blijven binnen een algemeen referentiekader waarin de activiteitsroosters en programma's bepaald worden, en betreffen :

- 1° de wetenschappelijke kennis en de beheersing van de techniek en de beroepspraktijk;
- 2° de beheersing van de praktische opvoedkunde en methodiek;
- 3° de opleiding inzake menselijke relaties.

Ze berusten op het voluntariaat van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden.

Art. 5. De Executieve bepaalt de algemene referentiekaders voor de door de Gemeenschap georganiseerde onderwijsniveaus, bedoeld in dit decreet. Ze keurt de algemene referentiekaders goed, voorgelegd door de (groepen van) inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 6. Voor het onderwijs van de Gemeenschap organiseert de Executieve de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding van het in artikel 1 bedoelde personeel van de onderwijsinrichtingen en voor het personeel van de PMS-centra.

Art. 7. De Executieve keurt de opleidingsprojecten goed, voorgelegd door de (groepen van) gesubsidieerde inrichtende machten.

Deze voegen hun project bij hun aanvraag om toelagen en bepalen de kostprijs ervan met inaanmerkingneming van de vergoeding van de opleiders en van de betaling van hun kosten, alsook met de werkingskosten voor die projecten.

De kostprijs per niveau en per net voor de gezamenlijke projecten mag de kredieten uitgetrokken krachtens artikel 9 niet te boven gaan. Een commissie die voor de helft uit vertegenwoordigers van het officieel gesubsidieerd onderwijs en voor de helft uit vertegenwoordigers van het vrij gesubsidieerd onderwijs bestaat, verstrekt de Executieve een advies over de overeenstemming van de opleidingsprojecten met de algemene referentiekaders. De Executieve bepaalt het aantal leden van die commissie en de wijze van hun aanstelling. De Executieve bepaalt de wijze van indiening van de projecten en de termijn voor de in het vierde lid bedoelde adviesverstrekking.

Als die termijn niet nageleefd is, wordt het advies geacht gunstig te zijn, tenzij de vertraging te wijten is aan de inrichtende macht.

De Executieve spreekt zich vóór 1 juni van elk jaar uit.

Art. 8. De inspectiediensten en de verificatiediensten gaan, ieder wat hem betreft, na of de bepalingen van dit decreet nageleefd werden, controleren de aanwending van kredieten en toelagen, de uitvoering van de projecten en de effectieve deelname van het personeel.

Art. 9. Jaarlijks belopen de kredieten voor de programma's voor voortgezette en aanvullende opleiding per onderwijsniveau bedoeld in artikel 1 van dit decreet, ten minste 0,12 % van de lopende uitgaven die de begroting van het departement van Onderwijs, Onderzoek en Vorming aan elk ervan besteedt.

De begrotingskredieten en de middelen verstrekt ingevolge titel III, hoofdstuk II van de programmawet van 30 december 1988 worden verdeeld per onderwijsniveau en -net naar gelang van het aantal personeelsleden.

Art. 10. De personeelsleden die een opleiding volgen of verstrekken, worden geacht, voor de duur van die opleiding in actieve dienst te zijn.

Art. 11. De commissie voor vernieuwing van het basisonderwijs, de hoge raad voor het buitengewoon onderwijs en de hoge raad voor psycho-medisch-sociale begeleiding maken, elk wat hem betreft, de balans op van de opleidingsprogramma's van het afgelopen schooljaar, tijdens het eerste kwartaal van het volgende schooljaar. Ze verstrekken alle nuttige suggesties en aanbevelingen.

Art. 12. Het decreet van 5 juli 1985 houdende organisatie van een aanvullende opleiding voor de leerkrachten in de eerste graad en in de tweede graad, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet, af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de Cultuur en de Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME